



PAR FRANÇOIS ÉCALLE, ancien  
rapporteur général de la Cour des  
comptes, président de Fipeco\*

## LA LEÇON D'ÉCO

# «Les niches fiscales sont-elles vraiment efficaces ?»

L'Etat entend remettre à plat les 474 niches fiscales. Notre chroniqueur revient sur leur impact au regard de leurs objectifs d'intérêt général.

**L**a seule évaluation de l'efficacité de l'ensemble des dépenses, ou niches, fiscales a été publiée en 2011 par l'Inspection générale des finances. Les auditeurs ont examiné 315 niches (sur un total de 449 à l'époque), notamment leurs caractéristiques juridiques, leur coût, leurs effets sur les contribuables concernés et leur efficacité au regard des objectifs de justice sociale, de stimulation de l'activité économique et de l'emploi ou encore de défense de l'environnement.

En dépit de l'hétérogénéité des données disponibles, ils ont utilisé des méthodes harmonisées et les résultats ont été présentés sous une forme standardisée. En particulier, l'efficacité de chaque mesure au regard de son coût a été notée sur une échelle de 0 (mesure inefficace) à 3 (mesure très efficace). Le coût des niches notées 0 ou 1, c'est-à-dire peu ou pas efficaces, représente 70% du coût total des dispositifs étudiés.

**DE NOMBREUX RAPPORTS ADMINISTRATIFS** et études académiques confirment cette faible efficacité des dépenses fiscales.

Au regard des objectifs de justice sociale, les dépenses fiscales sont souvent mal ciblées. Par exemple, les taux réduits de TVA profitent souvent autant aux ménages aisés qu'aux plus pauvres. Les niches de l'impôt sur le revenu ne profitent qu'à ceux qui paient cet impôt ou le paieraient sans ces niches, à l'exception des crédits d'impôt qui profitent à tous car ils sont remboursables. En outre, le gain procuré par ces avantages fiscaux est en général d'autant plus important que le taux d'imposition, et donc le revenu, du contribuable est élevé.

Au regard des objectifs de développement de l'activité économique et de l'emploi, les dépenses fiscales sont également peu efficaces car elles sont mal ciblées.

La politique de l'emploi doit surtout permettre de donner un travail aux moins qualifiés car leur taux de chômage est bien plus élevé que la moyenne en raison des évolutions techniques et de la concurrence internationale. Or les dépenses fiscales comme le Cice (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) ou les taux réduits de TVA sur des secteurs particuliers soutiennent la création d'emplois qualifiés. Les allègements de cotisations patronales sur les bas salaires sont préférables pour créer des emplois.

Les réductions d'impôts pour investissement locatif ont pour objectif d'accroître l'offre de logements à loyers abordables pour les ménages modestes dans les zones tendues. Depuis leur création il y a vingt-cinq ans, tous les ministres du Logement ont modifié leurs paramètres (loyer maximal, zonage, ménages éligibles), en attachant leur nom à la nouvelle version, sans jamais arriver à les cibler efficacement.

Plusieurs niches fiscales ont des effets contraires à la préservation de l'environnement. C'est notamment le cas des exonérations et remboursements de taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (en faveur, par exemple, de l'agriculture ou du transport aérien).

Il ne faudrait pas pour autant viser la disparition de toutes les niches car certaines sont utiles. Le crédit d'impôt en faveur de la recherche permet d'attirer ou de maintenir des centres de recherche en France. Compte tenu du niveau du Smic, de nombreux emplois seraient détruits, ou non déclarés, si le crédit d'impôt pour l'emploi de salariés à domicile était supprimé.

\*Site d'informations sur les finances publiques (fipeco.fr).